

« Face au réchauffement, les solutions sont là »



Pour Jean Jouzel, « on est en train de préparer un monde à + 3 °C où les jeunes auront beaucoup de mal à s'adapter. Et pourtant les solutions pour lutter contre le réchauffement climatique sont connues. »

KEVIN GUYOT, OUEST-FRANCE

Le paléoclimatologue et ancien vice-président du Giec Jean Jouzel pointe les conséquences du réchauffement climatique. « Un fossé sépare la politique de la réalité ». Il appelle les candidats à la présidentielle à se saisir pleinement du problème.

Recueilli par Sébastien Grosmaître et Alan Le Bloa

Entretien

Des records de températures ont été battus en mai et en juin. L'intensité des canicules vous surprend-t-elle ?

Non. La communauté scientifique l'a prévue. C'est écrit dans les six rapports du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) qui n'a jamais exagéré. On ne s'est pas trompé.

Depuis cinquante ans, nous prévenons qu'un réchauffement climatique de 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle s'accompagne d'une intensification des événements météorologiques extrêmes. Avec des canicules, plus sévères, plus précoces et plus tardives, de juin à septembre. Sécheresse, chaleur, vent, tous les ingrédients sont réunis pour favoriser

l'extension de feux qui touchent beaucoup de monde. Il faut prendre la mesure de ce risque.

Quel constat dressez-vous ?

Je suis surpris par l'étendue et la géographie de ces vagues de chaleur. La Bretagne les a pris de plein fouet. Dans ma jeunesse, à Janzé (Ille-et-Vilaine), à 30°C, on parlait de canicule. Jamais on imaginait connaître 40 °C. C'est une manifestation claire du réchauffement climatique. Il est 50 % plus élevé en France et deux fois plus rapide en Europe que la moyenne.

L'Europe est plus durement touchée. Pourquoi ?

Les océans, qui couvrent 70 % de la surface du globe, se réchauffent moins vite que les continents. Ce qui explique ces valeurs plus élevées. Le réchauffement atteint 2,2 °C en France et 3 °C en Europe du Nord. Il est trois fois plus important que la moyenne en Scandinavie. Le retrait de la glace dans la région arctique favorise ce mécanisme.

Cela vous inquiète ?

On est en train de préparer un monde à + 3 °C où les jeunes auront beaucoup de mal à s'adapter. Les solutions on les connaît. Il faut diminuer nos émissions de gaz à effet serre et abandonner les énergies fossiles. Le vrai problème, c'est le manque de solidarité internationale. Collectivement et individuellement, on n'y arrive pas. On avait espoir que les décideurs s'appuient sur les connaissances pour prendre des décisions. Ils comprennent les choses, mais ne vont pas au bout. Un fossé sépare la politique de la réalité.

Que pensez-vous des discours des climato-sceptiques qui prolifèrent ?

Ils ne résistent pas à la réalité. Il faudrait un véritable échange avec eux, mais c'est impossible, car une partie d'entre eux le sont par principe. C'est à nous, qui sommes convaincus du réchauffement, de convaincre.

Quel message souhaiteriez-vous porter aujourd'hui ?

Il faut agir tout de suite pour rester en deçà de 2 °C de réchauffement de la planète, si l'on veut préserver la capacité d'adaptation des jeunes. J'aimerais que les candidats à la présidentielle s'emparent de ce problème et ne le mettent pas de côté. Cela interroge le développement de notre société pour les prochaines décennies.

Qu'est ce qui manque ?

L'ambition climatique, et la volonté politique. La France a inscrit la neutralité carbone à l'horizon 2050 dans la loi. J'aimerais qu'elle l'atteigne. Pour cela, il faut diminuer nos émissions de 5 % chaque année. Entre 2022 et 2023, on n'en était qu'à 3 %. Il faut une dynamique et de vraies mesures. Or, force est de constater un clivage entre la droite et la gauche sur ces sujets, qui n'existait pas au moment où Jacques Chirac déclarait en 2002, que notre maison brûle et nous regardons ailleurs.

Quel bilan dressez-vous de l'action d'Emmanuel Macron ?

J'étais confiant, au départ. La Convention citoyenne pour le climat, à laquelle j'ai participé, a déçu. Soyons clairs, avec sa promesse de reprendre les propositions sans filtre, le Président a entubé tout le monde. S'il s'était davantage appuyé dessus, il aurait pu profiter de son dernier mandat pour avancer. Il avait la majorité. Il ne l'a pas fait. C'est une erreur politique. On manque d'un décideur politique qui ait une vision à long terme.

Si vous étiez candidat, quelles premières mesures inscririez-vous à votre programme ?

Pour moi, la priorité, c'est le logement. Il faudra une politique durable et non pas des allers-retours permanents, à l'image de MaPrime Rénov'. Le logement, c'est un enjeu gagnant-gagnant sur la rénovation de l'ancien par exemple, en termes de consommation d'énergie d'un côté et de qualité de vie de l'autre. C'est vraiment l'endroit où l'on peut engager des politiques à long terme intelligentes. Ensuite, la mobilité. Pourquoi est-ce encore un sport de combat de recharger sa voiture ? Il faut électrifier le parc automobile, se

désintoxiquer des fossiles, changer d'échelle dans les mobilités, y compris pour les camions.

Vous avez un exemple parlant ?

Je suis allé chez Renault Trucks il y a deux ans : sur 55 000 camions vendus, 1 000 étaient électriques. Ces camions seront encore là dans vingt ans. Je reste favorable à la limitation de vitesse à 110 km/h sur autoroute : une des solutions pour consommer moins d'essence, c'est d'aller moins vite. Le transport aérien est un problème qui demande de la sobriété. Le numérique aussi, quand on pense aux centres de calcul qui demandent l'équivalent d'une centrale nucléaire.

Que pensez-vous de l'idée d'un budget carbone individuel ?

Le crédit carbone, ce n'est pas si mal. Et je regrette que, sur ce principe, l'Europe ait encore baissé les bras. Pour entraîner tout le monde, il faut de la justice climatique. Sans équité, on n'y arrivera pas. Les populations les plus modestes sont moins à même de faire face aux conséquences du réchauffement climatique, alors qu'elles y contribuent moins. Il faut qu'elles sentent que les riches sont aussi concernés.

Y a-t-il un modèle économique du développement durable ?

Ce que la Chine est en train de montrer, c'est qu'économiquement, le développement du renouvelable est rentable. Cela leur permet même d'apparaître comme les leaders de la lutte contre le réchauffement climatique. Leur nouveau plan est très ambitieux, car il est économiquement gagnant. J'aurais aimé que ce soit l'Europe.

Vous deviez rencontrer le Premier ministre Sébastien Lecornu cette semaine. Quelles actions concrètes aviez-vous prévu de lui présenter ?

Des mesures peu coûteuses, priorisées, pourraient être mises en place dans les huit mois, en faveur de l'adaptation pour les publics vulnérables, pour renforcer le cadre réglementaire sur les logements dangereux ou encore sur la santé au travail. En agriculture, organiser sans délai la sobriété hydrique et les concertations pour la gestion de l'eau. Pour l'énergie, de nouvelles

mesures pour réduire de 200 TWh la consommation d'énergie finale d'ici à quatre ans.

En urbanisme, acter un troisième programme de l'Agence nationale de renouvellement urbain (Anru) combinant vulnérabilité, précarité énergétique et besoins de rénovation. Il faut aussi renforcer l'intégration de la transition écologique dans la prochaine loi de programmation des finances publiques. Le problème de la France, c'est que l'on a des réglementations intelligentes que l'on abandonne aussitôt. Il n'y a pas de continuité.

De combien faudrait-il doter le Fonds vert pour qu'il fonctionne ?

Si on revenait à 2,4 milliards, ce serait pas mal. Je pense qu'il était bien dimensionné au départ pour permettre aux collectivités de mettre en place les actions prioritaires d'adaptation.

Comment réagissez-vous au vote de la loi d'urgence agricole, adoptée mardi ?

C'est décevant. Il faut penser à l'adaptation de l'agriculture. Je suis conscient de la difficulté des agriculteurs, c'est mon milieu d'origine. Ils vont souffrir avec la sécheresse. Dans cette loi, le milieu agricole est définitivement prioritaire, sans discussion possible, pour l'utilisation de l'eau. Cette appropriation, cette porte ouverte à l'absence de concertation, est extrêmement dommageable. Je ne suis pas hostile par principe au stockage, mais là aussi, il est important de s'appuyer sur l'avis de la communauté scientifique.

Êtes-vous optimiste pour l'avenir ?

Jusqu'à l'Accord de Paris, je l'étais encore. Si l'on regarde l'Agence internationale de l'énergie, qui publie chaque année un rapport sur les scénarios projetés, il était admis, il y a cinq ans, une baisse de l'exploitation des fossiles.

L'an dernier, sous la pression de Donald Trump, ce scénario a été révisé et revient légitimer la politique des producteurs de pétrole : il n'intègre plus de diminution de la production fossile. On atteindrait plus de 3 °C à l'échelle planétaire à la fin du siècle. Être optimiste aujourd'hui, c'est parier sur

l'exemple de la Chine et espérer que les responsables politiques en France et en Europe s'emparent pleinement du sujet.

La souveraineté, en France, c'est se libérer des fossiles. Pourquoi n'y va-t-on pas plus vite ?